

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX-COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-trois et le trois avril, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
3 avril 2023

Date de convocation : 28 mars 2023

Mise en ligne le : 28 mars 2023

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 45

Nombre de votants : 53

Nombre d'absents : 7

PRÉSENTS : Aubignan : Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes-de-Venise :** Jérôme BOULETIN **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Michel BLANCHARD - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Alain BELHOMME - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Jean-Marc ISSARTIER **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Le Beaucet :** François ILLE **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO **Mazan :** Louis BONNET - Joséphine AUDRIN - Georges MICHEL - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Suzette :** Jean-Alain MAZAS suppléant de : Patricia OLIVERO **Vacqueyras :** Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Alain BREMOND à Alain CONSTANT- Caroline BALAS à Yvette GUIOU - Laurence BOSSERAI à Serge ANDRIEU - Jean-Pierre CAVIN à Bernard BOSSAN - Véronique MENCARELLI à Franck DUPAS - Pierre BOURDELLES à Catherine RIMBERT - Claude MELQUIOR à Gilles VÈVE - Michel MEFFRE à Jérôme BOULETIN.

ABSENTS EXCUSÉS : Céline ALLIES-CORTEGGIANI - Victorine SURTEL - Pauline DREANO - Anne-Marie BARDET - Patrice FLAGEAT - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Gérard BORGIO.

Conseil communautaire du 3 avril 2023

Délibération n°63-23

Objet : Modification du tableau des effectifs

Conseil communautaire du 3 avril 2023
Délibération n°63-23
Objet : Modification du tableau des effectifs

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Considérant que face à l'augmentation des surfaces des bâtiments à gérer par la CoVe, il est proposé de créer un emploi de technicien bâtiments travaux d'investissement et fonctionnement à temps complet et qu'il convient :

- d'autoriser la création du poste correspondant ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux, catégorie B, temps complet
- d'autoriser le recours à un contrat, catégorie B, à temps complet, pris sur le fondement du 2°) de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que dans le cadre du prochain départ à la retraite d'un agent affecté sur le poste de technicienne de surface, un recrutement est en cours afin de pourvoir son remplacement ; ce poste étant à temps non complet (28/35), il convient :

- d'autoriser la transformation d'un poste d'adjoint technique à temps complet en un poste d'adjoint technique à temps non complet (28/35) ;
- d'autoriser le recours à un contrat, catégorie C, à temps non complet (28/35) pris sur le fondement du 2°) de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que pour développer et dynamiser la politique de la collectivité en matière de redevance spéciale, il s'avère nécessaire de créer un poste de chargée d'opérations de la redevance spéciale à temps complet, il convient :

- d'autoriser la création du poste correspondant ouvert aux cadres d'emploi des agents de catégorie C et des grades de rédacteurs ou techniciens territoriaux, catégorie B, temps complet

Considérant que suite à la mobilité interne d'un éducateur de jeunes enfants référent de direction de la crèche les petits Berlingots sur un poste d'adjoint au sein de la même structure (suite à un départ pour mutation), un recrutement est en cours afin de pourvoir le poste laissé vacant ; compte tenu des difficultés de recrutement, il est proposé :

- d'autoriser la transformation d'un poste existant ouvert au grade d'éducateur de jeunes enfants et de l'ouvrir aux cadres d'emplois des éducateurs de jeunes enfants territoriaux et des psychomotriciens territoriaux ;
- d'autoriser le recours à un contrat, catégorie A, temps complet, pris sur le fondement du 2°) de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que suite à la mobilité interne de l'agent affecté sur le poste d'infirmière référente de Direction de la crèche de Saint Didier sur un poste de direction à la crèche d'Aubignan, un recrutement est en cours afin de pourvoir le poste laissé vacant ; qu'en vue de pourvoir ce poste en fonction du candidat recruté, il convient :

- d'autoriser la transformation d'un poste existant ouvert au grade d'infirmier en soins généraux et de l'ouvrir au cadre d'emplois des infirmiers en soins généraux territoriaux ;
- d'autoriser le recours à un contrat, catégorie A, à temps complet, pris sur le fondement du 2°) de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par délibération en date du 07/01/2020 (2020-03) pour le poste de responsable du service travaux en régie, arrive à expiration le 31 mai 2023 ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat, catégorie B, temps complet, pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que suite à la mobilité interne de l'un des deux agents en poste à l'accueil général, un recrutement est en cours afin de pourvoir le poste laissé vacant ; qu'il convient pour cela :

- d'autoriser le recours à un contrat, catégorie C, temps complet, pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que suite à la mobilité interne de l'agent affecté sur le poste d'assistant de gestion de la commande publique, un recrutement est en cours afin de pourvoir le poste laissé vacant ; qu'il convient pour cela :

- d'autoriser le recours à un contrat, catégorie C, pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant qu'en vue d'assurer la continuité des projets en cours liés aux mobilités durables, il est nécessaire de renouveler l'autorisation de recourir à un contrat de projet, pour une durée de 3 ans ; que ce renouvellement concerne le poste de chargé de projet mobilité durable, poste à temps complet de catégorie A/B ; que pour cela, il convient :

- d'autoriser la reconduction du recours à un contrat de projet pris en application de l'article L 332-24 du code général de la fonction publique territoriale, pour une durée de 3 ans, pour les fonctions de chargé de projet mobilités durables, à temps complet, catégorie A/B.

Considérant que dans le cadre du départ de l'agent affecté sur un poste de mécanicien, un recrutement est en cours ; qu'il convient pour cela :

- d'autoriser le recours à un contrat, catégorie C, temps complet, pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que suite à l'augmentation de la quotité d'un poste de musicien en éveil musical actée par délibération n°160-21 en date du 04/10/2021, il convient de modifier l'autorisation de recourir à un contrat. Pour cela, il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat, catégorie B, à temps complet, pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE CREER les emplois suivants :

- 1 poste ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux, catégorie B, à temps complet ;
- 1 poste ouvert aux cadres d'emploi des agents de catégorie C et aux grades de rédacteurs ou techniciens territoriaux, catégorie B, temps complet

Article 2 : DE TRANSFORMER les emplois suivants afin de pouvoir anticiper sur de futurs recrutements :

- 1 poste d'agent d'entretien à temps complet en un poste d'agent d'entretien à temps non complet 28/35^e (catégorie C) ;
- 1 poste ouvert au grade d'éducateur de jeunes enfants à temps complet en un poste ouvert aux cadres d'emplois des éducateurs de jeunes enfants territoriaux et des psychomotriciens territoriaux à temps complet (catégorie A) ;
- 1 poste ouvert au grade d'infirmier en soins généraux à temps complet en un poste ouvert au cadre d'emplois des infirmiers en soins généraux territoriaux à temps complet (catégorie A) ;

Article 3 : D'AUTORISER le recours à neuf contrats pris sur le fondement de l'article L 332-8 2° du code général de la fonction publique afin de pourvoir les emplois suivants :

- Technicien bâtiments travaux d'investissement et fonctionnement à temps complet, catégorie B, cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;
- Technicien de surface – temps non complet (28/35^e), catégorie C, cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;
- Educateur de jeunes enfants référent de direction – temps complet, catégorie A, cadres d'emplois des éducateurs de jeunes enfants territoriaux et des psychomotriciens territoriaux ;
- Infirmier référent de direction – temps complet, catégorie A, cadre d'emplois des infirmiers en soins généraux territoriaux ;
- Responsable du secteur travaux en régie – temps complet, catégorie B, grade de technicien principal de 2^e classe ;
- Agent d'accueil – temps complet, catégorie C, cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- Assistant de gestion de la commande publique – temps complet, catégorie C, cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- Mécanicien – temps complet, catégorie C, cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;
- Musicien intervenant en éveil musical – temps complet, catégorie B, grade d'assistant d'enseignement artistique.

Article 4 : DE FIXER la rémunération des contrats visés à l'article 3 par référence aux grilles indiciaires rattachées aux grades afférents et avec la possibilité de bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ces fonctions.

Article 5 : D'AUTORISER le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat de projet pour la mission de chargé de projet mobilités durables, pris sur le fondement de l'article L332-24 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 36 mois, temps complet, ouvert aux catégories A et B ;

Article 6 : DE FIXER la rémunération du contrat visé à l'article 5 sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et des attachés territoriaux et avec la possibilité de bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ces fonctions ;

Article 7 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

le secrétaire de séance,

Gérard Borgo



la Présidente,

Jacqueline Bouyac

Pour extrait certifié conforme


Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr